

<http://lipietz.net/Foulard-les-profs-ont-ils-perdu-la-foi>

Article proposé au Monde

Foulard : les profs ont-ils perdu la foi ?

- Vie publique - Articles et débats -



Publication date: samedi 6 mars 2004

Copyright © Alain Lipietz - Tous droits réservés

Avec l'affaire des foulards islamiques, la France entre dans une de ses mini-guerres de religions « refondatrices » dont elle a le secret.

Il y a bien des entrées dans ce débat, dont les plus profondes ne sont peut-être pas les plus politiques. Car comment oublier qu'il s'agit d'adolescentes, de jeunes filles, qui doivent simultanément affirmer leur personnalité et assumer leur puberté ? Piercing, anorexie, drogue : une période mystique avec port du foulard n'est pas le symptôme le plus grave, et nul ne saurait les convaincre facilement que ce foulard symbolise leur soumission, alors qu'elles le vivent comme acte d'affirmation de soi...

Et pourtant, sous le foulard, c'est bien la République qui se rejoue. Une République ouverte à ses récentes vagues d'immigration, pas forcément chrétiennes cette fois, contre une République fermée à l'autre, au Sud et à l'Europe orientale. Et, comme de juste, c'est dans l'École publique que se joue ce pari : une École qui accueillerait les jeunes tels qu'ils et elles sont, en foulard ou en kippa, pour leur apprendre la tolérance, l'esprit critique et le féminisme, ou une École rejetant vers l'enseignement confessionnel ou le mariage au pays les filles « hors normes ».

Derrière le trouble de l'opinion, les grandes forces sociales progressistes ne s'y sont pas trompées. La Ligue des Droits de l'Homme, le MRAP, la Fédération des Conseils de Parents d'Élèves, ont pris parti dès le printemps dernier pour cette nouvelle laïcité ouverte, pédagogique, engagée dans l'éthique de la conviction, face à une droite courant après l'extrême droite, qui entend refaire avec une loi anti-foulard le coup de la sécurité et de la peur de l'immigré. Mais dans ce front « dreyfusard » manque une pièce décisive : les enseignants. Certes, le secrétaire général de la FSU, Gérard Aschiéri, en a averti ses collègues devant la Commission Stasi : « Ne croyez pas qu'une loi vous déchargerait de responsabilités : ce sera toujours à vous d'en appeler à la loi pour faire expulser les musulmanes pratiquantes. » Certes, l'ensemble des directions syndicales enseignantes a pris parti en décembre contre une loi. Mais il faut se rendre à l'évidence : la majorité des enseignants, entraînant avec elle le Parti socialiste, est en faveur d'une loi qui les dispenserait du long travail qui amènerait, dans un mois, dans un an, quelques centaines de filles à ôter d'elles-mêmes le foulard.

Comment en est-on arrivé là ? Comment l'École publique qui, il y a un siècle, disputait à « l'École des curés » chaque petit paysan, en est-elle venue à renoncer au patient travail de l'éducation civique et préfère repousser les récalcitrantes vers l'enfermement dans leur communauté ?

Pourtant, les professeurs n'oublient pas qu'ils sont les héritiers des instituteurs des débuts de la III^{ème} République, ces militants qui ont ancré les valeurs républicaines, dont la laïcité, au cœur des campagnes de France. Ils savent qu'en enseignant l'anglais ou les mathématiques, ils inculquent dans la jeunesse, plus encore, les fondements de la République de demain. Par leur engagement quotidien dans la classe, ils sont les infatigables tisserands du tissu social nouveau.

Ils attendaient beaucoup d'une gauche qu'ils avaient puissamment contribué à faire élire. Alain Savary, le premier des ministres de l'Éducation Nationale de gauche de la V^{ème} République, mit en place bon nombre des réformes attendues par le corps enseignant. Cependant, il butta, déjà, sur les rapports entre éducation et religion. En 1988, Lionel Jospin montra que l'éducation était bien la première priorité du gouvernement. Son action a pu être controversée, mais elle n'a pas manqué d'ampleur : revalorisation des enseignants, création des Instituts Universitaires de Formation des Maîtres (I.U.F.M.), démarrage des Zones d'Éducation Prioritaires., loi d'orientation de 1989... Et on ne lui reprocha pas d'avoir accepté l'avis du Conseil d'État : la liberté religieuse implique le droit au foulard. Les enseignants n'ont pas regretté leur vote de mai 1988, et leurs voix n'ont pas non plus manqué à la «

majorité plurielle » en 1997.

Mais le « dégraisseur de mammoth » leur est resté au travers de la gorge. Claude Allègre, et le soutien répété que Lionel Jospin lui a manifesté, les ont fait désespérer d'une gauche socialiste qui a obstinément refusé de les soutenir, et de leur donner les moyens de leur action. Chaque jour, leur tâche s'est un peu alourdie, et ils ont été de plus en plus seuls à ravauder un tissu social que le libéralisme triomphant continuait à déchiqueter. Tant que les attaques contre eux venaient du Medef ou de la droite, cela ne les étonnait pas. Mais lorsqu'elles sont venues de leur ministre de 'gauche', ils n'ont pas supporté. Dans les manifestations anti-Allègre, des enseignants déchiraient leur carte d'électeur, clamant solennellement qu'ils ne voteraient plus socialiste.

Comment leur en vouloir ! Ils en ont eu assez de vivre des situations de plus en plus tendues, et de se retrouver mis sur le banc des accusés par ceux qui leur devaient leur élection. Ils en ont eu assez de voir les milliards de l'argent public engloutis dans le trou du Crédit Lyonnais, alors qu'il leur manquait quelques milliers de francs pour aider les jeunes des ZEP à s'en sortir. Ils connaissaient l'insolente opulence des budgets de la formation des chefs d'entreprise, quand on taillait dans les crédits des IUFM. Et en plus, leur ministre leur reprochait leurs absences lorsqu'ils allaient se former, alors qu'on continuait à envoyer dans les banlieues les plus dures de jeunes enseignants tout juste sortis de l'IUFM, sans aucune expérience.

Les profs ont tenu parole. Les trois quarts des voix qui ont manqué à L. Jospin le 21 avril 2002 sont dues au déficit du vote enseignants. Ils ne croient plus en une gauche socialiste qui les a non seulement trahis, mais méprisés. Et bien sûr ils redoutent tout d'une droite libérale qui prépare la destruction de l'un des derniers grands services publics de la République, ce contre quoi ils se sont battus au printemps dernier. Alors, vers qui se tourner ? A qui faire confiance pour ranimer la foi laïque et républicaine ? Depuis la Chute du Mur, les communistes ne finissent pas la leur. Quant aux Verts, ils paraissent aux enseignants encore un peu trop verts, pas assez mûrs...

Aujourd'hui, la société française est de nouveau confrontée aux défis du religieux et de la domination masculine (qui vont ensemble depuis fort longtemps). Cela n'est ni la première fois ni la dernière. Il n'est pas étonnant que les enfants de ceux que l'on humiliait et maltraitait hier posent des problèmes à l'école aujourd'hui. Le fait nouveau est la lassitude des enseignants à faire fonctionner 'la machine à républicaniser'.

Chacun sait bien qu'il n'y a pas, aujourd'hui en France, d'autre lieu que l'École de la République où fabriquer le futur 'vivre ensemble' de toute la nouvelle génération, y compris ces nouvelles françaises musulmanes. Si un ministre de l'Intérieur peut tenter de convaincre les téléspectateurs qu'il est le rempart contre ses dangereux contradicteurs, nous savons, nous, que ce n'est pas lors d'une émission spectacle que cela se joue, mais à l'école par le travail quotidien de centaines de milliers d'agents de la fonction publique.

C'est donc de l'intérieur de l'école publique que l'on peut apprendre à tous les jeunes à résister aux sirènes des démagogues d'extrême droite ou d'extrême religion. Mais ceux des enseignants qui disent " Non ! Basta ! qu'elles restent chez elles " ne témoignent pas d'une réaction d'exclusion envers ces élèves, mais d'une sorte de grève devant la tâche complexe, difficile et exigeante que représente leur éducation à la citoyenneté. Espérons qu'à cette occasion les dirigeants du monde politique et économique prendront la mesure des conséquences du travail de sape qu'ils ont mené contre l'un des piliers de la République.

La plupart des parents d'élèves, et les élèves eux-mêmes croient encore en l'école et en sa puissance d'intégration. Ils appartiennent aux politiques de donner aux enseignants les signes forts et les moyens concrets qu'ils n'attendent plus, afin de leur permettre de retrouver la foi en cette République qu'ils ont si souvent portée, les moyens de retrouver finalement la foi en eux-mêmes.